



Strasbourg, 5 novembre 2021

CAHAI-LFG(2021)PV5

COMITÉ AD HOC SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (CAHAI)

Groupe sur les cadres juridiques (CAHAI-LFG)

5^e réunion

Strasbourg, 2 – 3 novembre 2021

Réunion en ligne – plateforme KUDO

Rapport de réunion

Préparé par le Secrétariat du CAHAI

1. Ouverture de la réunion

1. Le CAHAI-LFG a pris note des observations liminaires du président du CAHAI, M. Gregor STROJIN (Slovénie), qui a souligné qu'il s'agit de la 5^{ème} et dernière réunion du groupe de travail. Il a félicité tous les participants pour leur travail acharné dans l'identification des éléments d'un cadre juridique sur l'IA fondé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit, notamment compte tenu des difficiles conditions de travail dues aux contraintes de temps et à la pandémie de Covid19. Il a également souligné que ce document est un livrable clé pour le CAHAI et qu'il jouera sans aucun doute un rôle important dans l'élaboration et la négociation de futurs instruments, y compris une éventuelle convention du Conseil de l'Europe.
2. M. Stojin a poursuivi en ajoutant que ce document a couché sur papier les engagements verbaux pris par le CAHAI au cours des deux dernières années. Cependant, il a rappelé au groupe qu'il n'est pas mandaté pour rédiger un instrument juridique, mais plutôt pour poser les éléments de base du cadre qui seront extrêmement précieux pour le(s) prochain(s) groupe(s) d'experts qui, si le Comité des Ministres en décide ainsi, commenceront à rédiger et à négocier le cadre juridique en 2022. Il a notamment rappelé, à la lumière des négociations actuelles de la réunion de la COP26 à Glasgow, les discussions antérieures sur la nécessité d'une IA durable et a exhorté le groupe à prendre en compte cet aspect lors de la finalisation du document "éléments".
3. Le CAHAI-LFG a également pris note des remarques d'ouverture de Mme Claudia LUCIANI, Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Conseil de l'Europe, qui a souligné qu'il est de la plus haute importance que, pendant ces deux jours, le groupe se concentre sur la finalisation de son travail à temps pour la prochaine réunion plénière du CAHAI du 30 novembre au 2 décembre. Elle a également salué le fait que les éléments relatifs à la démocratie aient été renforcés dans le document en discussion.
4. Mme Luciani a tenu à souligner l'importance de conduire ces travaux dans une bonne atmosphère de travail, en respectant l'apport et les opinions de chacun et en tirant ainsi le meilleur parti de chaque délégué.
5. Enfin, le Groupe a pris note des remarques d'ouverture de M. Jan KLEIJSSSEN, Directeur, Société de l'Information – Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe, qui a également remercié les participants pour l'énorme volume de travail accompli, qui a produit des résultats remarquables dans des circonstances difficiles. Il a informé le groupe que des discussions sont en cours au sein du Comité des Ministres concernant le format du CAHAI pour les années à venir.
6. M. Kleijssen a également souligné l'impact de la transformation numérique sur l'environnement et la nécessité d'inclure un élément sur la durabilité dans le document actuel. M. Kleijssen a attiré l'attention du Groupe sur le Forum mondial de la démocratie qui se tiendra du 8 au 10 novembre sur le thème « La démocratie au secours de l'environnement? ».

2. Adoption de l'ordre du jour

7. Le CAHAI-LFG a adopté l'ordre du jour.

3. Introduction par les coprésidents et le Secrétariat

8. Les Coprésidents du CAHAI-LFG, Mme Peggy VALCKE (Belgique) et M. Riccardo VILLA (Italie), ont chaleureusement accueilli tous les participants à cette réunion finale et les ont remerciés pour toutes les contributions qu'ils ont apportées jusqu'à présent au document "éléments". Ils ont également souligné l'importance de finaliser ce dernier livrable au cours de la réunion.

4. Informations concernant les résultats de la sixième réunion plénière du CAHAI-PDG (11 - 12 octobre 2021)

9. Le Secrétariat a informé le Groupe que lors de sa dernière réunion, le CAHAI-PDG a approuvé deux chapitres à inclure dans le document "éléments", à savoir "Analyse d'impact sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit" et "Éléments complémentaires concernant l'intelligence artificielle dans le secteur public" (chapitres XII et XIII).
10. À l'issue de la réunion, la délégation de la Fédération de Russie a informé le Secrétariat qu'elle ne pouvait pas soutenir l'approbation du chapitre XII et l'inclusion du chapitre XIII dans le document.
11. Le Secrétariat a souligné qu'au cours de cette réunion, les discussions seraient limitées aux chapitres I à XI et a invité les délégations à réserver leurs éventuels commentaires sur les deux chapitres préparés par le CAHAI-PDG pour la prochaine réunion plénière du CAHAI (30 novembre - 2 décembre 2021).

5. Seconde lecture du projet de document préparé par le Secrétariat sur les éléments possibles d'un instrument juridiquement contraignant sur l'intelligence artificielle, les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit

Chapitre II

12. Le groupe a procédé à un échange de vues sur la question de savoir si le "double usage" devrait être inclus ou non dans le champ d'application d'un instrument juridique du Conseil de l'Europe sur l'IA, les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Certaines délégations ont déclaré qu'en raison de sa complexité et des difficultés inhérentes à la différenciation entre l'usage militaire et l'usage civil au cours du cycle de vie d'un système d'IA, la question de l'inclusion du "double usage" dans le champ d'application d'un instrument du Conseil de l'Europe devrait être laissée à l'appréciation du Comité des Ministres.
13. La Fédération de Russie a réservé sa position sur le paragraphe 6 concernant le "double usage".
14. Le groupe a convenu de supprimer le mot "important" dans l'ensemble du texte lorsqu'il est question de risque, afin de ne pas quantifier un niveau de risque, car tous les risques peuvent, en principe, causer des dommages.
15. La Fédération de Russie a réservé sa position sur le paragraphe 10 mentionnant le chapitre XIII.

Chapitre V

16. L'élément concernant la classification des risques a été développé pour préciser qu'elle est basée sur un examen initial visant à déterminer si une analyse d'impact complète est nécessaire. Les exemples de catégories de risques ont également été discutés et modifiés.
17. Il a été précisé que si l'analyse d'impact doit faire partie intégrante de l'éventuel instrument juridique, le modèle spécifique ("HUDERIA") présenté dans le document ne fera pas nécessairement partie d'un futur instrument juridiquement contraignant.
18. La question de l'inclusion ou non d'exemples de "lignes rouges" potentielles a été examinée. Finalement, tout en reconnaissant l'importance de questions spécifiques telles que le ciblage des enfants, il a été convenu d'inclure au paragraphe 21 des illustrations plus générales sur lesquelles le groupe a pu s'accorder, à savoir certaines utilisations de la biométrie et de la notation sociale.
19. La Fédération de Russie a réservé sa position sur le paragraphe 21 concernant les "lignes rouges".
20. Le Groupe a convenu d'ajouter un libellé précisant que des procédures de révision devraient être mises en place pour lever une interdiction ou d'un moratoire si les risques sont réduits ou si des procédures d'atténuation sont mises en place, de sorte que le système d'IA ne présente plus de risque inacceptable.

Chapitre VI

21. Le texte a été modifié pour faire référence au "respect" plutôt qu'à la "conformité" des normes existantes. Il a également été convenu d'ajouter une référence au Protocole additionnel à la Convention 108. Certaines délégations ont souligné la nécessité de garder le texte suffisamment ouvert pour inclure les États qui ne sont pas parties à une convention particulière.
22. En ce qui concerne le concept de "préjudice illégal", le Groupe a convenu que ce concept est difficile à définir et le paragraphe sur ce sujet a été reformulé pour recommander que cette question complexe soit clarifiée aux fins d'un futur instrument juridique.
23. Une délégation a remis en question l'utilisation du terme "égalité de genre" et a suggéré de parler plutôt d'"égalité entre les hommes et les femmes". Le Secrétariat et le Président du CAHAI, M. Gregor Stojin, ont souligné que l'égalité de genre est un terme largement utilisé dans l'ensemble du Conseil de l'Europe, y compris dans le mandat du CAHAI, et ont rappelé qu'un rapporteur sur l'égalité de genre est nommé au CAHAI.
24. L'inclusion d'une référence aux groupes vulnérables a été largement soutenue par le groupe.
25. Le groupe a convenu d'inclure une référence à la durabilité des systèmes d'IA tout au long de leur cycle de vie comme sujet à prendre en compte dans les travaux futurs. Il a été généralement admis que les dommages environnementaux sont un domaine émergent et qu'il s'agit d'une question importante pour l'avenir.
26. La Fédération de Russie a réservé sa position sur le paragraphe 30 concernant la durabilité et l'IA.

Chapitre VI

27. Un libellé a été ajouté pour préciser que des préoccupations surviennent concernant l'IA et le secteur public lorsque les systèmes d'IA sont utilisés pour prendre ou informer des décisions qui ont un impact sur les droits et les obligations des individus et des personnes morales.
28. La référence aux questions relatives aux acteurs privés agissant au nom des autorités publiques a été modifiée pour préciser que, dans un tel contexte, les Parties doivent veiller au respect des normes relatives aux systèmes d'IA en ce qui concerne les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

Chapitre VIII

29. Il a été jugé important de mentionner que le rôle des entités privées qui façonnent la sphère publique devrait être pris en compte au regard des préoccupations selon lesquelles la concentration croissante du pouvoir économique et des données pourrait saper les processus démocratiques.

Chapitre XI

30. Le groupe a débattu de la qualification de l'indépendance des autorités de contrôle nationales comme "fonctionnelle". Il a été convenu de supprimer la qualification d'indépendance comme "fonctionnelle".
31. La délégation russe a réservé sa position sur le paragraphe 43 en raison de la suppression du terme "fonctionnelle"

6. Approbation du projet de document et étapes suivantes

32. Le CAHAI-LFG a approuvé le texte tel que modifié au cours de la réunion. Mme Valcke a informé le groupe que le document serait maintenant soumis au CAHAI pour finalisation lors de la prochaine réunion plénière du 30 novembre au 2 décembre.
33. Les deux coprésidents ont remercié tous ceux qui ont contribué à la rédaction de ce document pour leur travail acharné.

7. Toute autre question

34. Aucun sujet n'a été soulevé

8. Remarques de clôture par M. Patrick PENNINCKX, Chef de Service de la société de l'information, Conseil de l'Europe

35. M. Penninckx a remercié tous les participants impliqués pour leur travail qui a été un énorme effort de collaboration, un exploit pas toujours facile dans un contexte international et en particulier à la lumière des restrictions de santé publique actuelles. Il a souligné que les travaux des groupes de travail sont maintenant terminés et qu'il incombe désormais au CAHAI de finaliser le document avant de le transmettre au Comité des ministres.

ANNEXE I – Ordre du jour

Mardi, 2 novembre 2021		
9h30		1. Ouverture de la réunion <ul style="list-style-type: none"> • M. Gregor Stojin, Président du CAHAI • M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information - lutte contre la criminalité, Conseil de l'Europe • Mme Claudia Luciani, Directrice, Direction de la Dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Conseil de l'Europe
9h50		2. Adoption de l'ordre du jour
9h55	CAHAI-LFG(2021)PV4	3. Introduction par les coprésidents et le Secrétariat
10h15	CAHAI-PDG(2021)PV4	4. Informations concernant les résultats de la sixième réunion du CAHAI-PDG (11 - 12 octobre 2021)
10h30	CAHAI-LFG(2021)10rev <u>Restreint</u> CAHAI-LFG(2021)11 <u>Restreint</u>	5. Seconde lecture du projet de document préparé par le Secrétariat sur les éléments possibles d'un instrument juridiquement contraignant sur l'intelligence artificielle, les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit
12h		<i>Pause déjeuner</i>
14h30		[Suite 5. Seconde lecture du projet de document préparé par le Secrétariat sur les éléments possibles d'un instrument juridiquement contraignant sur l'intelligence artificielle, les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, suivie d'une discussion]
17h		<i>Clôture de la 1^{ère} journée</i>

Mercredi, 3 novembre 2021		
9h30	CAHAI-LFG(2021)10rev <u>Restreint</u> CAHAI-LFG(2021)11 <u>Restreint</u>	[Suite 5. Seconde lecture du projet de document préparé par le Secrétariat sur les éléments possibles d'un instrument juridiquement contraignant sur l'intelligence artificielle, les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, suivie d'une discussion]
12h		<i>Pause déjeuner</i>

14h30		[Suite 5. Seconde lecture du projet de document préparé par le Secrétariat sur les éléments possibles d'un instrument juridiquement contraignant sur l'intelligence artificielle, les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit, suivie d'une discussion]
16h		6. Approbation du projet de document et étapes suivantes
16h15		7. Toute autre question
16h30		8. Remarques de clôture par M. Patrick Penninckx, Chef de Service de la société de l'information, Conseil de l'Europe
17h		<i>Fin de la réunion</i>

ANNEXE II – Liste des participants

MEMBERS OF THE LEGAL FRAMEWORKS GROUP / MEMBRES DU GROUPE SUR LES CADRES JURIDIQUES

BELGIUM / BELGIQUE

Ms Peggy VALCKE – Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Présidente du CAHAI-LFG

Researcher and Professor in ICT and Media at the Faculty of Law at the KU Leuven / chercheuse et professeur en ICT et médias à la faculté de droit à la KU Leuven

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Dag DZUMRUKCIC - Minister counsellor, Department for International Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs / Ministre conseiller, Département des affaires juridiques internationales, Ministère des affaires étrangères

ESTONIA / ESTONIE

Ms Siiri AULIK - Adviser, Public Law Division, Estonian Ministry of Justice / Conseillère, division du droit public, ministère estonien de la justice

FINLAND / FINLANDE

Ms Mia SPOLANDER - Legal Counsellor, Unit for Human Rights Courts and Conventions (OIK-40), Legal Service, Ministry of Foreign Affairs / Conseiller juridique, Unité des Cours et Conventions des Droits de l'Homme (OIK-40), service juridique, Ministère des affaires étrangères

FRANCE

Mme Gaëlane PELEN - Magistrate - Policy Officer to the Head of the SEM / Magistrate – Chargée de mission auprès de la Cheffe du SEM

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Lena HOCKE - Federal Ministry of Justice and Consumer Protection / Ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs (Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz - BMJV)

GREECE / GRECE

Ms Stamatina LEKKA - Executive, Department of Open Governance and Transparency / Executive, Département de la gouvernance ouverte et de la transparence

HUNGARY / HONGRIE

Ms Abigel GYORGY - Department of International Organisations, Ministry of Foreign Affairs and Trade / Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères et du commerce

ITALY / ITALIE

Mr Riccardo VILLA – Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Président du CAHAI-LFG

Counsellor, Deputy Head of Cyber Department, Directorate General Political and Security Affairs, Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation, Rome / Conseiller, Chef adjoint du département Cyber, Direction générale des affaires politiques et de sécurité, Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Rome

LUXEMBOURG

Ms Michèle FINCK - Senior Research Fellow, Max Planck Institute for Innovation and Competition / Chercheuse principale, Institut Max Planck pour l'innovation et la concurrence

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Ms Corina CĂLUGĂRU - Ambassador, Permanent Representative of the Republic of Moldova to the Council of Europe

NORWAY / NORVEGE

Ms Heather BROOMFIELD - Senior Advisor, Norwegian Digitalisation Agency / Conseiller principal, Agence norvégienne de numérisation

POLAND / POLOGNE

Ms Iwona OSTRZYŻEK - Department for International Cooperation and Human Rights, Ministry of Justice / Département pour la coopération internationale et les droits de l'homme, Ministère de la justice

PORTUGAL

Mr Pedro ALMEIDA - Legal Adviser, European Affairs Coordination Unit, Directorate-General for Justice Policy, Ministry of Justice / *Conseiller juridique, Unité de coordination des affaires européennes, Direction générale de la politique de la justice, Ministère de la justice portugais*

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Konstantin KOSORUKOV - Head of the Division of General Legal Issues, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs / Chef de la Division des questions juridiques générales, Département juridique, Ministère des affaires étrangères

Mr Alan KHUBAEV - Executive Officer, Department for Information Security, Ministry of Digital Development, Communication and Mass Media / *Directeur exécutif, Département de la sécurité de l'information, Ministère du développement numérique, de la communication et des médias*

Mr Kirill GEVORGYAN - Expert, Analytical Center for the Government of the Russian Federation / Expert, Centre d'analyse pour le gouvernement de la Fédération de Russie

SLOVAKIA / SLOVAQUIE

Ms Barbora ŠIKUTOVA - Legal expert, International Law Section, Department of European Affairs and Foreign Relations, Ministry of Justice / Juriste expert, Section du droit international, Service des affaires européennes et des relations extérieures, Ministère de la justice

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Gregor STROJIN – Chair of the CAHAI / Président du CAHAI

Advisor to the President, Supreme Court of the Republic of Slovenia / Conseiller du Président, Cour suprême de la République de Slovénie

SPAIN / ESPAGNE

Mr Mario HERNÁNDEZ RAMOS - Associate Professor of Constitutional Law, University of Salamanca; Senior Legal Advisor Ministry of Justice, Government of Spain / Professeur agrégé de droit constitutionnel, Université de Salamanque; Conseiller juridique principal Ministère de la Justice, Gouvernement espagnol

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Jürg LINDENMANN - Advisor, Federal Department of Foreign Affairs, Directorate of International Law / Conseiller, Département fédéral des affaires étrangères, Direction du droit international public

Mr Thomas SCHNEIDER - Ambassador, Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications, Deputy Director, Federal Office of Communications, Director of International Relations / Ambassadeur, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Vice-Directeur, Office fédéral de la communication, Directeur Relations internationales

TURKEY / TURQUIE

Ms Leyla KESER BERBER, Prof. Dr. - Associate Professor & Dr., Information Technology Law Institute, Istanbul Bilgi University Law Faculty / Professeur associé et Dr., Institut de droit des technologies de l'information, Faculté de droit de l'Université Bilgi d'Istanbul

Ms Selen Av. Işıl Selen DENEMEÇ - Digital Transformation Office of the Presidency of the Republic of Turkey / Bureau de la transformation numérique de la présidence de la République de Turquie

Mr Eren SÖZÜER - Research Associate, Istanbul University Faculty of Law / *Associé de recherche, Faculté de droit de l'Université d'Istanbul*

Mr İsmet GÜVENÇ KAYAŞ - Rapporteur Judge, DG for Foreign Relations and EU Affairs, Ministry of Justice / *Rapporteur Juge, DG des relations extérieures et des affaires européennes, Ministère de la justice*

Mr Nevzat OZMEN, Rapporteur Judge, Ministry of Justice / Rapporteur juge, Ministère de la justice

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Rose WOOLHOUSE - Head of Europe Desk at the UK Government Office for Artificial Intelligence / Chef du bureau Europe de l'Office du gouvernement britannique pour l'intelligence artificielle

Ms Melissa COUTINHO – Senior Lawyer, Products, Business & Better Regulation, Department for Business, Energy and Industrial Strategy (BEIS) Legal Advisers, Government Legal Department / Juriste principal, Produits, entreprises et meilleure réglementation, Ministère des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle (BEIS) Conseillers juridiques, Département juridique du gouvernement

Ms Louiza ANTONIADES - Lawyer, Department for Business, Energy and Industrial Strategy / *Juriste, ministère des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle*

Other Member States of the Council of Europe / Autres Etats membres du Conseil de l'Europe

LATVIA / LETTONIE

Mr Jānis KĀRKLIŅŠ - Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of Latvia to the Council of Europe / Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Lettonie auprès du Conseil de l'Europe

PARTICIPANTS

Council of Europe bodies and institutions / Organes et institutions du Conseil de l'Europe

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX

Mr Roman CHLAPAK, Secretary, Governance Committee / Secrétaire, Comité de gouvernance

CONFERENCE OF INGOS / CONFÉRENCE DES OING

Ms Francesca FANUCCI - Senior legal advisor at European Center for Not-for-Profit Law, Netherlands / Conseiller juridique principal au Centre européen pour le droit des associations à but non lucrative, Pays-Bas

Mr Didier SCHRETTTER - Representative of the Conference of INGOS, Chair of the European Association for Audiovisual Media Education (EAAME) / Représentant de la Conférence des OING, Président de l'Association Européenne pour l'Éducation aux Médias Audiovisuels (AEEMA)

CONSULTATIVE COMMITTEE – DATA PROTECTION / COMITE CONSULTATIF- PROTECTION DES DONNEES (T-PD)

Mr Alessandro MANTELERO - Associate Professor of Private Law and Law & Technology at the Polytechnic University of Turin / Professeur associé de droit privé et de droit et technologie à l'Université polytechnique de Turin

EUROPEAN COMMITTEE ON DEMOCRACY AND GOVERNANCE / COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)

Mr Peter ANDRE - Senior Expert for legal affairs, Federal Ministry of Interior, Austria, CDDG Rapporteur on Democracy and Technology / Expert principal pour les affaires juridiques, Ministère fédéral de l'intérieur d'Autriche, Rapporteur du CDDG sur la démocratie et la technologie

Ms Judith ORLAND - Program Manager Democracy and AI, Democratic Governance Division, CDDG Secretariat / Chef de programme Démocratie et IA, Division de la gouvernance démocratique, Secrétariat du CDDG

GENDER EQUALITY COMMISSION / COMMISSION POUR L'EGALITE DE GENRE

Ms Käthlin SANDER - Head of Gender Equality Policy, Equality Policies Department, Ministry of Social Affairs, Estonia / Responsable de la politique d'égalité entre les sexes, département des politiques d'égalité, ministère des affaires sociales, Estonie

Mme Cécile GREBOVAL - Programme Manager Gender Mainstreaming / Gender Equality Advisor / Responsable de programme, Gender Mainstreaming / Conseillère en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

European Union and Observers from International Organisations / Union européenne et Observateurs des Organisations Internationales

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

Ms Yordanka IVANOVA, - Legal and Policy Officer, Directorate-General for Communications Networks, Content and Technology (DG CNECT), European Commission / Conseiller juridique et politique, Direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies (DG CNECT)

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / CONTROLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES (CEPD)

Mr Plamen ANGELOV - Legal Officer, Policy & Consultation Unit / Juriste, unité politique et consultation

Observer States to the CAHAI / Etats observateurs au CAHAI

CANADA

Mr Michael ZANETTE - Senior Analyst, Global Affairs Canada, Government of Canada / Analyste principal, Affaires Mondiales Canada, Gouvernement du Canada

MrsTebello MOROJELE - Legal Officer, Global Affairs Canada, Government of Canada / Juriste, Affaires Mondiales Canada, Gouvernement du Canada

Ms Lesia STANGRET - Legal Counsel, Department of Justice / Conseiller juridique, Service de la justice

ISRAEL / ISRAËL

Mr Cedric (Yehuda) SABBAH - Director, International Cybersecurity & IT Law, Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice / Directeur, Cybersécurité internationale et droit des technologies de l'information, Bureau du procureur général adjoint (droit international), Ministère de la Justice

Mr Tamir GUR, Ministry of Justice / Ministère de la justice

OBSERVERS ADMITTED TO THE CAHAI / OBSERVATEURS ADMIS AU CAHAI

Council of Europe partner Internet companies / Entreprises internet partenaires du Conseil de l'Europe

TELEFÓNICA

Ms Paloma VILLA MATEOS - Manager, Public Policy and Internet / Gestionnaire, Politique publique et Internet

Mr Gonzalo LOPEZ BARAJAS - Manager, Public Policy & Internet / Gestionnaire, Politique publique et Internet

Mr Pablo BARRIONUEVO - Manager, Public Policy & Internet / Gestionnaire, Politique publique et Internet

Ms Isabel Maria ALVARO ALONSO – Trainee / Stagiaire

Civil Society Organisations, other private sector and academic actors relevant to the work of the CAHAI / Organisations de la Société civile, autres acteurs du secteur privé et académique, concernés par les travaux du CAHAI

ALGORITHMWATCH

Ms Nikolett ASZODI - Junior Policy & Advocacy Manager / Responsable junior de la politique et du plaidoyer

ALLAI

Mr Christofer TALVITIE -

GLOBAL PARTNERS DIGITAL

Mr Ian BARBER - Senior Legal Officer / Conseiller juridique principal

ISTANBUL BAR ASSOCIATION

Ms Selin ÇETIN - Coordinator of the AI Working Group, IT Law Commission / Coordinateur du groupe de travail sur l'IA, Commission du droit des technologies de l'information

Ms Betül ÇOLAK - Lawyer, Istanbul Bar Association AI Working Group / Avocat, Groupe de travail IA du Barreau d'Istanbul

Mr Baran KIZILIRMAK -

Ms Zeynep CEMRE DEMIRTAS - Attorney at Law, Istanbul Bar Association / Avocat au barreau d'Istanbul

INDEPENDENT EXPERTS / EXPERTS INDEPENDANTS

Ms Nathalie SMUHA - Researcher - Department of International & European Law, KU Leuven, Member of the OECD Network of Experts on AI (ONE AI), Former Coordinator of the EC High-Level Expert Group on AI, Belgium / Chercheur - Département de droit international et européen, KU Leuven, membre du réseau d'experts de l'OCDE sur l'IA (ONE AI), ancien coordinateur du groupe d'experts de haut niveau de la CE sur l'IA, Belgique

Lord Tim CLEMENT-JONES CBE - House of Lords Liberal Democrat Spokesperson (Digital), United Kingdom / Porte-parole libéral-démocrate de la Chambre des Lords (Digital), Royaume-Uni

Mr Peter PARYCEK, Prof, Mag. - Head - Department for E-Governance and Administration, Donau-Universität Krems / Chef du département de la gouvernance électronique et de l'administration, Donau-Universität Krems

SECRETARIAT GENERAL OF THE COUNCIL OF EUROPE

DIRECTORATE GENERAL OF HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GÉNÉRALE DES DROITS DE L'HOMME ET DE L'ÉTAT DE DROIT (DG I)

Mr Jan KLEIJSEN - Director, Information Society – Action against Crime, Council of Europe / Directeur, Société de l'Information – Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe

Mr Patrick PENNINGKX - Head of Department, Information Society Department / Chef du Service, Service de la société de l'information

DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY / DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉMOCRATIE (DG II)

Ms Claudia LUCIANI – Director, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance

SECRETARIAT OF THE CAHAJ / Secrétariat du CAHAJ

Mr Kristian BARTHOLIN
Secretary of CAHAJ / *Secrétaire du CAHAJ*

Ms Louise RIONDEL
Co-Secretary of CAHAJ / *Co-Secrétaire du CAHAJ*

Mr Aleksandr TIULKANOV – Special advisor on digital developments / *Conseiller spécial sur les développements numériques*

Ms Laetitia DIMANCHE - Project Assistant, Information Society Department / Assistante de projet, Service de la société de l'information

Mr Rafael ISMAYILOV – Administrative assistant / *Assistant administratif*

Ms Lucy ANCELIN - Assistant to the CAHAJ / *Assistante du CAHAJ*

Ms Claire ROBINS - Secretariat, Counter-terrorism division / *Secrétariat, Division Anti-terrorisme*

Ms Laura VUILLEQUEZ – Study visitor / *Visiteur d'étude*

Ms Geisa-Conceicao CIPRIANI – Trainee / *Stagiaire*

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Mme Isabelle MARCHINI

Ms Sara WEBSTER

